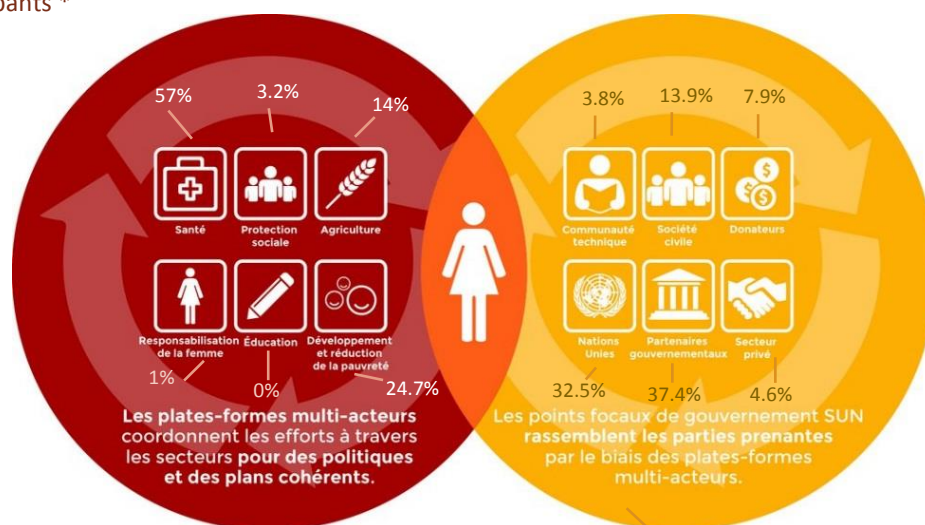


Diversité des participants \*



La 23<sup>e</sup> réunion du Réseau des pays SUN a axé son débat thématique sur les expériences des dirigeants politiques, des décideurs, des ambassadeurs de la nutrition, des directeurs de programmes et des exécutants dans la construction d'une dynamique politique favorable à la nutrition et son soutien par une action délibérée.

Les pays SUN à savoir le Bangladesh, le Burkina Faso, le Tchad, le Guatemala, le Kirghizistan, le Laos, le Malawi, le Mozambique, le Niger, le Népal, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, le Sénégal, la Gambie et l'Ouganda ont été invités à relancer les discussions. Ils ont présenté leurs expériences et ont stimulé un échange sur les leçons apprises quant aux efforts des pays visant à soutenir l'engagement politique pour l'action en matière de nutrition.

## 1. Facteurs permettant un engagement soutenu pour l'amélioration de la nutrition

Placer la nutrition au centre de la société et du développement

Dans de nombreux pays SUN, la reconnaissance dans la Constitution du

droit à l'alimentation et à la nutrition, a fourni les bases nécessaires pour garantir que la nutrition soit une priorité constante. L'Éthiopie, le Niger, l'Ouganda et le Malawi ont tous souligné le rôle essentiel des Etats dans l'amélioration de la situation nutritionnelle de la population. La Constitution de l'Ouganda reconnaît le rôle que la nation a à jouer pour encourager et promouvoir une bonne nutrition à travers l'éducation populaire et d'autres moyens appropriés afin de bâtir une nation ayant un bon état de santé. Cette reconnaissance est le résultat d'une évaluation nationale des problèmes qui limitent le potentiel humain avec des conséquences sur l'emploi, la productivité et le développement. Ce cadrage a également permis de faire de la nutrition une question nationale de l'agenda du Premier ministre, et a été appliqué dans le Plan national de nutrition 2011-2016.

### Malawi : La nutrition est entérinée dans la Constitution par l'article 13

« L'État doit promouvoir activement le bien-être et le développement de la population du Malawi en adoptant et en mettant en œuvre progressivement des politiques et législations visant à atteindre les objectifs suivants : garantir une nutrition adéquate pour tous dans le but de promouvoir la bonne santé et l'autosuffisance. (...)»

Les pays SUN ont souligné qu'il est indispensable de renforcer l'articulation entre l'amélioration de la nutrition, l'augmentation de la productivité et la croissance économique pour positionner la nutrition comme une question prioritaire dans l'agenda national. Cela a en retour contribué à garantir que la priorité soit accordée à la nutrition sur le plan politique, et a ouvert la voie à son inclusion dans les plans nationaux de développement. En Côte d'Ivoire, le lien entre la nutrition et

\*Les pourcentages ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et visent à démontrer la diversité dans la participation. Les chiffres qui se rapportent aux parties prenantes représentent tous les participants, tandis que les chiffres se rapportant aux secteurs représentent les participants issus des secteurs gouvernementaux.

le développement humain a été formulé dans la Politique nationale de nutrition révisée (2016-2020), puis explicité dans la politique nationale de santé et dans la stratégie de réduction de la pauvreté (Plan national de développement). Le **Laos** a utilisé des données concrètes de 2013, générées par l'Institut de recherche économique national, démontrant que la nation a été confrontée à une perte annuelle de 2,4 % du produit intérieur brut à cause de la sous-nutrition. Cela a contribué à hisser la nutrition au rang des priorités dans le 8<sup>e</sup> Plan national de développement économique et social (2016-2020) avec l'engagement des secteurs autres que ceux de la santé.

Les gouvernements, soutenus par les parties prenantes nationales, ont également saisi l'occasion **de situations de crises alimentaires ou d'insécurité** pour renforcer l'importance de la nutrition dans l'agenda de développement.

- La **Mauritanie** a inscrit la nutrition parmi les priorités dans son plan de développement, intitulé Cadre stratégique 2010 - 2015 pour lutter contre la pauvreté, en raison des crises récurrentes dans la région du Sahel
- En **Guinée Conakry**, le Cluster nutrition, mis en place pendant la crise du virus Ébola en 2014, a renforcé la collaboration entre les acteurs de la nutrition dans les efforts de relance post-Ébola et au-delà.
- En 1995, le **Sénégal** a défini la nutrition comme priorité suite à la crise économique causée par la dévaluation du franc CFA.

## Positionnement de la nutrition à un haut niveau

Le positionnement à haut niveau des **mécanismes de coordination nationaux pour la nutrition** (plateformes multi-acteurs) et la nomination des **points focaux SUN de gouvernement à des niveaux élevés** ont été considérés comme deux principaux facteurs de succès dans le maintien de l'engagement politique en faveur de la nutrition. Cela a contribué à soutenir le développement des politiques de nutrition et l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles, ce qui a avancé la mise en œuvre multisectorielle et la mobilisation des fonds. En **Sierra Leone**, le secrétariat national SUN est directement supervisé par la présidence et son opérationnalisation gérée par le Bureau du vice-Président. Selon les rapports, cette structure permet la coordination et facilite l'harmonisation des mesures prises par les diverses parties prenantes de la nutrition. Le **Bénin** a également déclaré qu'un positionnement supra-ministériel de la coordination de la nutrition a permis d'identifier et d'atténuer les tensions dans la collaboration des différents ministères. Cependant, il a été relevé par certains pays que le positionnement de haut niveau peut aussi présenter des risques, tels que la perte de l'élan et de l'attention du aux changements de gouvernement ou à cause des défis de coordination avec les institutions traditionnellement en charge de la nutrition. Par exemple, au **Malawi**, la coordination de la nutrition a récemment été déplacée du bureau et cabinet du président au ministère de la Santé, mais la coordination et la mise en œuvre

multisectorielles se poursuivent malgré la transmission à ce ministère sectoriel.

L'engagement des **dirigeants politiques de haut niveau** tels que le Président et le Premier ministre est considéré comme source d'inspiration pour maintenir la nutrition en tant que priorité dans l'agenda et assurer un engagement à grande échelle. Par exemple, le programme national de nutrition a été lancé par le président du **Zimbabwe**, le premier ministre de l'**Ouganda** a récemment lancé une stratégie nationale de plaidoyer et de communication pour la nutrition et le **Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon** a inauguré l'étude sur le coût de la faim à **Madagascar** attirant une attention généralisée sur le problème.

« La malnutrition est la plus grande cause du sous-développement physique et mental et de maladie. Je m'engage personnellement à relever ces défis à tous les niveaux. »

Premier ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina.

## Soutenir l'engagement par l'élaboration des politiques, des programmes et de la législation

Une manière de prouver et de soutenir l'engagement pour la nutrition est l'élaboration et l'approbation de **décrets ou de lois axés sur la nutrition**. En **Indonésie**, le Plan national d'action pour l'alimentation et la nutrition est mis en œuvre depuis 2001, comme prescrit par la loi n° 18/2012 sur l'alimentation. L'Article 6 stipule que « Le Plan d'action pour l'alimentation et la nutrition sera révisé par les autorités centrales et locales tous les cinq ans ». Cette approche est soutenue par le décret présidentiel n° 42/2013 sur le renforcement de la nutrition. Les parties prenantes au **Vietnam** ont récemment plaidé pour une nouvelle législation sur la nutrition des enfants, et particulièrement sur l'organisation de bilans nutritionnels, de soins et de traitements de la malnutrition. Le Vietnam a également souligné qu'il est essentiel de plaider en faveur de la nutrition auprès des décideurs car la supervision de la ratification des lois fait partie de leurs prérogatives.

## Engagement au niveau mondial et régional

Les discussions ont abordé l'importance des initiatives mondiales et régionales dans le maintien de l'engagement, de la mise en œuvre d'actions nationales et dans la création d'un environnement favorable à l'atteinte de résultats. Plusieurs pays ont particulièrement identifié leur adhésion au **Mouvement SUN** comme un moyen essentiel de soutenir leurs agendas nationaux de nutrition. Les **Conférences internationales sur la nutrition (CIN 1 et 2)** ont contribué à galvaniser l'attention, de même que la ratification des principales stratégies et déclarations régionales, telles que la **Déclaration de Malabo** de l'Union Africaine, la Stratégie d'enrichissement des aliments et de l'iodation de la **Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest**

(CEDEAO) et la **Stratégie d'enrichissement des aliments et de consommation de masse de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)**. Le lancement des **Objectifs du Millénaire pour le développement** a incité la définition de cibles nationales dans certains pays. En 2015, l'adoption de l'**Agenda 2030 pour le développement durable** a également encouragé des pays, tels que le **Congo Brazzaville**, le **Népal** et le **Mozambique**, à définir de nouveaux objectifs nutritionnels ambitieux.

## 2. Actions conduisant à des engagements garantis pour la nutrition

Les pays SUN ont démontré lors de la discussion que l'engagement politique peut être assuré grâce à des actions concrètes : la mise à profit des éléments déjà en place et l'amélioration des structures institutionnelles, le plaidoyer pro-actif et stratégique ainsi que la sensibilisation et le renforcement du leadership efficace pour la nutrition à tous les niveaux.

### Mettre à contribution les structures existantes pour institutionnaliser la nutrition

L'**existence de plates-formes multisectorielles et multi-acteurs** a été soulignée comme élément essentiel pour faciliter le dialogue et l'action dans tous les secteurs. Par exemple, la Table ronde nationale pour la lutte contre la pauvreté, plate-forme décentralisée État-Société civile existant au **Pérou** depuis 2001, a été un facteur clé pour faciliter le dialogue politique et aboutir à la signature d'un accord. La table ronde a promu des « accords de gouvernance au niveau local et régional », qui comprennent des engagements en matière de nutrition ; elle a également joué un rôle clé dans la promotion d'un audit social par les représentants de l'État et de la Société civile.

La **création de structures** de haut niveau à caractère permanent, réunissant les représentants des secteurs concernés et jouant un rôle de mise en œuvre, semble également contribuer à soutenir l'engagement. Cela est souvent renforcé par la **décentralisation** de la plate-forme. En 1998, le **Mozambique** a approuvé par décret la création d'une structure de coordination multisectorielle, le secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui depuis 2005 est décentralisé à onze provinces du pays avec des plans d'action approuvés pour dix provinces. Au **Pakistan**, les structures gouvernementales existantes ont été utilisées dans chacune des provinces pour accueillir les cellules de la nutrition, et des chefs locaux de la santé ont été nommés pour devenir points focaux décentralisés SUN du gouvernement.

Dans plusieurs **pays d'Afrique de l'Ouest**, le **rôle des communes** a pris de l'importance. Le forum 2012 sur la

nutrition de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (**CEDEAO**) a renforcé cette tendance en mettant l'accent sur le rôle des autorités locales, des communautés, de la société civile et du secteur privé dans le renforcement de la nutrition. Grâce à cela l'Association des municipalités du **Bénin** a été créée et est activement impliquée dans les activités de plaidoyer au niveau communautaire. Au **Burkina Faso**, les communes ont été identifiées comme des acteurs essentiels de la mise en œuvre des programmes nutritionnels décentralisés.

### Utiliser des données empiriques et scientifiques ; plaider de façon stratégique

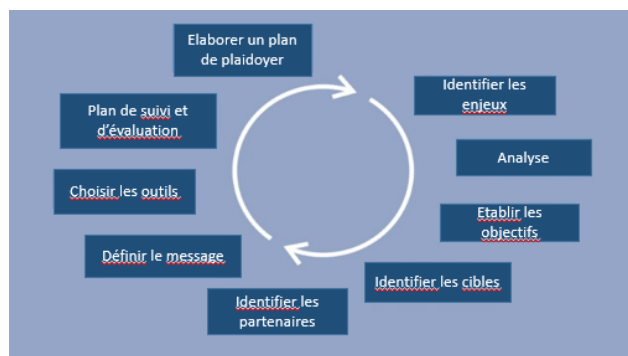
Parmi les différentes mesures de plaidoyer prises pour influencer les décideurs, au moins trois pays participants ont souligné l'importance **des contacts et des réseaux informels, pour atteindre les dirigeants de haut niveau**, en particulier dans des contextes hiérarchiques. Au **Burkina Faso**, un membre du Parlement s'est directement mis en contact avec le Président pour plaider en faveur de la création d'une ligne budgétaire spécifique pour la nutrition. Cette mesure a été présentée comme un succès et a également conduit à la création d'un **réseau de parlementaires** pour la nutrition.

Les participants ont reconnu que la **collecte de données empiriques et évidences scientifiques à l'appui du processus de plaidoyer est essentielle**. Au moins la moitié des pays participants a déclaré que les données recueillies par la recherche scientifique, ou suite à des analyses économiques et des enquêtes nationales nutritionnelles et de santé ont fait une différence. Le **Swaziland** a déclaré que les résultats de l'**Étude sur le coût de la faim 2013** ont suscité une prise de conscience politique et facilité l'engagement du ministère des Finances et du ministère de la Planification économique. L'**Étude sur le coût de la faim** au **Malawi** a favorisé le soutien des politiques et des donateurs, tout en générant un débat qui a abouti à une augmentation des allocations budgétaires pour la nutrition. Ce plaidoyer économique rend urgents et impérieux les investissements dans la nutrition fondée sur des données empiriques et scientifiques. Le **Sénégal** a également insisté sur la nécessité d'utiliser une approche axée sur les résultats, et de tirer parti des changements positifs occasionnés par la mise en œuvre de projets pilotes pour communiquer aux dirigeants la nécessité de programmes à plus long terme.

L'**élaboration de stratégies de plaidoyer et de communication** a été recommandée par les participants, car elles permettent aux parties prenantes de s'aligner derrière une vision commune, de fixer des objectifs communs de plaidoyer, d'établir des cibles de plaidoyer et de parler d'une voix commune. Bien que les différentes parties prenantes aient chacune des points forts variés, en termes de plaidoyer, travailler pour un **narratif commun** peut mobiliser les parties prenantes de la nutrition en faveur du changement qu'elles souhaitent obtenir. Dans différents pays SUN, ce processus a

été conduit par le gouvernement ou par des coalitions de la société civile.

## Cycle de la planification du plaidoyer



### Neuf questions pour le plaidoyer stratégique

1. Qui peut le concrétiser ?
2. Que doivent-ils entendre ?
3. Qui doit le leur faire entendre ?
4. Comment pouvons-nous nous assurer qu'ils l'entendent ?
5. De quoi disposons-nous ?
6. De quoi avons-nous besoin ?
7. Comment pouvons-nous commencer à prendre des mesures ?
8. Comment savoir si la démarche est fructueuse ?

Mis au point par Jim Schultz, Fondateur et directeur exécutif de The Democracy Center

## Mobiliser et organiser le leadership pour la nutrition à tous les niveaux

La plupart des pays participants ont attribué la responsabilité du changement à l'efficacité des organismes gouvernementaux bénéficiant du soutien de différents acteurs, en particulier la société civile, les parlementaires, les organismes des Nations Unies, les donateurs, le milieu universitaire et de recherche, le secteur privé, les médias, les dirigeants locaux et les autorités religieuses.

Les discussions ont souligné le rôle essentiel des **partenaires au développement**. La présence et la pro-activité des donateurs et des agences des Nations Unies ont souvent contribué à mobiliser les dirigeants politiques et le financement. En **République démocratique du Congo**, la Banque mondiale a plaidé pour l'adoption d'une stratégie de lutte contre la pauvreté avec un plan de développement qui inclut la nutrition. Son rôle a été essentiel pour encourager la participation du ministère des Finances. Les **initiatives des Nations Unies telles que le partenariat pour le Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition (REACH)** et les agences telles que le PAM, l'UNICEF, l'OMS, la FAO et le FIDA, jouent un rôle dans le soutien de la programmation, du plaidoyer et de la mobilisation des ressources à différents niveaux. Au **Tchad**, les parties prenantes ont organisé un forum de haut niveau pour diffuser la Politique et le Plan d'action pour la nutrition.

REACH a aidé à assurer le financement en écrivant au Premier ministre du Tchad directement.

Les actions de la **Société civile** ont également été soulignées comme fondamentales pour le maintien de l'engagement politique, en particulier pendant les périodes de transition politique. Au **Salvador**, après l'élection d'un nouveau gouvernement en 2014, la Société civile a fait pression auprès des nouvelles autorités nationales et locales pour maintenir les cibles, les politiques et les plans favorables à la nutrition. Au **Pérou**, les **parlementaires**, les médias sociaux (Twitter et Facebook) et les réseaux personnels ont été mis à profit par l'Initiative contre la sous-nutrition infantile afin de veiller à ce que tous les candidats présidentiels signent une lettre d'engagement pour la nutrition.

### Ambassadeurs de la nutrition

La nomination d'ambassadeurs de la nutrition s'est avérée une tactique clé pour un plaidoyer efficace. Le **Tchad** a désigné des ambassadeurs politiques et sectoriels dans les ministères concernés et le **Mozambique** a choisi cinq personnalités publiques de haut niveau dont des premières Dames (actuelles et anciennes), des musiciens célèbres, des ministres du gouvernement et des chefs religieux. La nomination d'ambassadeurs régionaux pour la nutrition s'est également avérée une stratégie forte pour la sensibilisation aux niveaux élevés. L'ancien président du **Cap-Vert**, M. Mascarenhas Monteiro, était ambassadeur pour la région Afrique de l'Ouest entre 2011 et 2014 et l'ancienne première Dame d'**Afrique du Sud**, Mme Graça Machel, a mené un plaidoyer actif pour les droits et la nutrition des femmes au cours des dernières années.

En **Tanzanie**, à la veille des élections de 2015, le Partenariat pour la nutrition en Tanzanie (PANITA) a plaidé pour l'inclusion de la nutrition dans les manifestes politiques. En **Zambie**, l'Alliance de la société civile SUN a appuyé la formation des parlementaires de tous les partis sur l'alimentation et la nutrition, avec pour objectif qu'ils s'expriment d'une seule voix en faveur de la nutrition au sein du Parlement. Ces efforts ont abouti à un atelier avec les partis politiques qui ont présenté leurs engagements au public lors d'une conférence de presse (en savoir plus sur la campagne Vote Nutrition). Les participants aux conférences téléphoniques ont souligné que le fait de consacrer du temps pour engager des parlementaires s'avère efficace et constitue une approche clé pour assurer à la nutrition, un développement en tant que priorité politique. Plus de la moitié des pays SUN disposent déjà de réseaux parlementaires en place.

La participation **du secteur privé** dans le soutien de l'engagement a également été notée. Au Sénégal, le secteur privé a été impliqué dans les discussions sur l'application des lois sur l'enrichissement des aliments, dans le cadre de leurs activités de responsabilité sociale des entreprises. En conséquence, il travaille maintenant en collaboration avec les services décentralisés du gouvernement en matière de nutrition.

Le **milieu universitaire et de la recherche** a été constamment cité pour son rôle dans l'éclairage de la prise de décision en matière de nutrition et la production des données probantes pouvant être utilisées par les agents de plaidoyer et les hommes politiques pour faire de la nutrition une priorité. Un réseau de recherche SUN a été récemment créé en **Guinée Conakry** et au **Pakistan** afin de renforcer la contribution du milieu universitaire. L'engagement **des journalistes** a également été mis en évidence, en notant leur rôle dans l'organisation du débat public, la sensibilisation de masse, en rendant les décideurs redevables. Par exemple, les acteurs de la société civile au **Ghana** ont mobilisé les journalistes afin qu'ils tiennent les politiciens redevables de la mise en œuvre de leur plan national de nutrition. En **Ouganda** et au **Bangladesh**, du temps a été consacré au renforcement des capacités des journalistes pour la publication de rapports sur la nutrition (voir le [Manuel de reporting](#) et le [Guide d'engagement des médias](#)).

Comme l'ont souligné les pays participants, **les actions harmonisées des parties prenantes** qui soutiennent le plaidoyer, la sensibilisation et les actions pour la nutrition a permis de soutenir les efforts. Au **Burkina Faso**, les réseaux des Nations Unies et de la société civile organisent des réunions conjointes, identifient leurs rôles et responsabilités et ciblent des décideurs pour des thèmes convenus. Au **Bénin**, un groupe de travail sur la communication a été créé, composé de représentants du gouvernement, de la société civile, ainsi que des partenaires techniques et financiers. Une stratégie de communication commune pour la nutrition est en cours d'élaboration, dans le but de changer les comportements des décideurs, depuis les hautes sphères jusqu'aux décideurs à l'échelle communautaire.

#### Recommandations des pays SUN

- ✓ L'intégration de la nutrition dans les plans nationaux de développement est utile pour maintenir l'engagement politique (Mozambique)
- ✓ Les efforts de plaidoyer doivent être continus, car les modalités peuvent être modifiées à cause des transitions politiques (Côte d'Ivoire)
- ✓ Les événements nationaux de haut niveau impliquant toutes les parties prenantes contribuent à maintenir l'élan et l'engagement pour la nutrition (Laos)
- ✓ Le *reporting* en continu à travers les médias aide les personnalités de haut niveau à maintenir leur engagement (Ouganda)
- ✓ L'intérêt individuel, la passion et l'engagement conduisent à une meilleure communication et un meilleur plaidoyer (Kirghizistan)
- ✓ Identifiez les principaux leaders d'opinion (hommes politiques, artistes, parlementaires) et faites-en des ambassadeurs de la nutrition (Ouganda, Malawi, Ghana).
- ✓ Collaborez pour atteindre une compréhension commune et l'incorporation de la nutrition dans un ensemble de secteurs clés (commencer à une petite échelle et cibler les plus importants), expliquez la raison d'être de la mise en place d'une plate-forme de haut niveau, et adoptez une approche participative pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies, dans le respect du pouvoir et de l'autonomie des acteurs impliqués (Sénégal)
- ✓ Organisez des visites d'échange ou demandez des formations auprès des pays qui démontrent leurs bonnes pratiques (Vietnam)

Ce résumé a été élaboré par le Secrétariat du Mouvement SUN. Des informations supplémentaires sur les téléconférences du Réseau des pays SUN réalisées ainsi que les présentations rédigées par les pays sont disponibles à l'adresse suivante : <http://scalingupnutrition.org/progress-in-the-sun-movement/country-network-call-notes-updates>.

*Le Secrétariat du Mouvement SUN est soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates, le Canada, l'Union Européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.*